Mouvement des Entreprises de France

Nouvelles de Bruxelles

Publié le 5 juillet 2018

Vincenzo Boccia, recommandations de réforme pour la France, sécurité/défense, migration, sommet de la zone euro, Brexit, protectionnisme, eurodéputés français...

Geoffroy Roux de Bézieux accueille son homologue italien au Medef
Au lendemain de son élection à la présidence du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux a reçu Vincenzo Boccia, président de Confindustria. A l'ordre du jour des discussions, la coopération entre les deux organisations face aux grands dossiers européens : numérique, innovation, commerce international, gouvernance de la zone euro, avenir de l'Europe à la veille des élections européennes.

Les dirigeants européens approuvent les recommandations de réforme pour la France
Lors du Conseil européen du 28 juin, les vingt-huit chefs d'État ont approuvé les recommandations spécifiques pays par pays. La France devra : 1) limiter à 1,4% l'accroissement nominal de ses dépenses publiques et unifier les régimes de retraite ; 2) poursuivre les réformes dans la formation et l'éducation et s'assurer que le salaire minimum est compatible avec la création d'emploi et la compétitivité ; 3) simplifier la fiscalité et améliorer l'efficacité des dépenses publiques en matière d'innovation.

Sécurité/défense : l'UE doit assumer davantage la responsabilité de sa propre sécurité
Au Conseil, les Vingt-Huit ont décidé d'agir concrètement pour consolider la défense européenne, en accroissant les investissements, le développement des capacités et l'état de préparation opérationnel. A noter, l'adoption, le 3 juillet, par le Parlement de Strasbourg, du programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense, doté de 500 millions d'euros.

Migration : les dirigeants européens conviennent de nouvelles mesures
Le 28 juin, les Vingt-Huit sont convenus de continuer à soutenir l'Italie et les pays situés en première ligne, de transférer 500 millions d'euros vers le fonds fiduciaire pour l'Afrique et de lancer la deuxième tranche de la facilité en faveur des réfugiés en Turquie. Ils ont approuvé le développement de plateformes régionales de débarquement des personnes secourues en mer. Ils ont préconisé d'inclure dans le budget une facilité consacrée à la dimension extérieure de la gestion des migrations.

Sommet de la zone euro : des avancées, mais pas encore de budget pour la zone euro
Le 29 juin, les chefs d'État se sont réunis pour un sommet de la zone euro dans une configuration ouverte à 27 États membres. Ils ont adopté un premier ensemble de décisions sur la réforme de l'Union économique et monétaire, y compris le rôle futur du Mécanisme européen de stabilité et l'achèvement de l'union bancaire. Le projet de budget de la zone euro n'est pas mentionné.

Brexit : prochaine échéance au Conseil européen du 18 octobre
Le 29 juin, les Vingt-Sept se sont déclarés préoccupés par l'absence de progrès substantiel en vue d'un accord sur une solution pour l'île d'Irlande. Ils ont demandé l'accélération des travaux en vue d'élaborer une déclaration politique sur le cadre des relations futures. Ils ont invité toutes les parties prenantes à se préparer à tout ce qui adviendra.

Protectionnisme : l'Union européenne réagit
Le 29 juin, les chefs d'État ont affirmé leur volonté d'agir face à toutes les actions de nature clairement

protectionniste. Après l’augmentation des droits de douane sur l’acier et l’aluminium décidée par Washington, l’Union européenne avait riposté en ciblant plusieurs dizaines de produits américains. Le 2 juillet, l’Union a répondu fermement à la procédure lancée par les Américains visant à augmenter les taxes sur les automobiles importées ; celles-ci menaceraient la sécurité nationale des États-Unis.

Après le Brexit, la France passera de 74 à 79 eurodéputés au Parlement de Strasbourg en 2019
Le 29 juin, les Vingt-Sept ont approuvé la composition du Parlement après 2019. Le nombre des eurodéputés diminuera de 46 sièges, passant à 705. Par ailleurs, les 73 sièges libérés par le départ du Royaume-Uni ont été redistribués : 27 aux États et 43 gardés pour un futur élargissement de l’UE.